



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES PROCÉDURES
ENVIRONNEMENTALES

PREFECTURE DES VOSGES

D. R. I. R. E.
RÉGION LORRAINE

17 JAN. 2008

METZ

ARRETE

N°180/2008

Modifiant le classement des sources scellées radioactives de la Société Novacare située sur le territoire de Laval-sur-Vologne

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Décret n° 2006-1454 du 24 novembre 2006 modifiant la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 3204/2000 du 1^{er} décembre 2000 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 1973/2002 du 18 juillet 2002, n° 988/2005 du 13 mai 2005 et n° 1034/2006 du 21 avril 2006 autorisant la société NOVACARE à produire et à transformer 75.000 tonnes de papier par an,

VU la demande déposée le 8 novembre 2007 par laquelle M. MERCEY, Responsable Sécurité-Environnement au sein de la société NOVACARE, dont le siège social se trouve : 10 Rue Maurice Mougeot – 88600 LAVAL-SUR-VOLOGNE, sollicite une modification concernant le classement de leurs sources radioactives,

VU les rapport et projet d'arrêté en date du 13 novembre 2007 établis par l'inspecteur des installations classées,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 19 décembre 2008,

VU le projet d'arrêté envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le 20 décembre 2007,

CONSIDERANT que ce dernier n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté,

CONSIDERANT que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés au Code de l'Environnement,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le tableau des activités classées inscrit à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 1034/2006 du 21 avril 2006 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	A ou D	Observations
329	Papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 tonnes.	A	Total : 7.000 tonnes.
1530-1	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux analogues, la quantité stockée étant supérieure à 20.000 m ³ .	A	Capacité de stockage d'environ 109.000 m ³ .
2260-1	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail.</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 200 kW</p>	A	<p>Broyage de balles de cellulose (atelier de fabrication de changes pour bébés).</p> <p>Puissance totale des trois broyeurs : 330 kW (3 x 110 kW).</p>
2430-2	Préparation de la pâte à papier (pâte non chimique), y compris le désencrage des vieux papiers.	A	<p>Préparation de la pâte à papier.</p> <p>Total : ~ 105.000 t/an.</p>

Rubrique	Désignation des activités	A ou D	Observations
2440	Fabrication de papiers, cartons.	A	Fabrication de papier. Papier toilette + papier impression : 75.000 t/an.
2910-A-1	<p>Installation de combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 332-B-4.</p> <p>La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW.</p>	A	<ul style="list-style-type: none"> - Chaudière FL2 : 16,4 MW. - Chaudière FL2 : 14,8 MW. - Sécherie installée sur les machines à papier (brûleurs à gaz naturel) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ MAP 2 : 2.325 kW. ▪ MAP 3 : 3.255 kW. ▪ MAP 5 : 2.800 kW. ▪ 1 CE : 1.740 kW. - TAG (gaz naturel) : 15 MW. - Chaudière modifiée (ancienne chaudière au charbon de 26 MW qui passe au gaz naturel) : 26 MW. - Nouvelle chaufferie : une chaudière de 15 MW au fioul lourd et gaz naturel. <p>Soit au total : 96 MW.</p>
2920-2-a	Installations de compression d'air, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW.	A	Puissance totale : 705 kW.
1715	<p>Utilisation de substances radioactives, sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées.</p> <p>1. La valeur de Q est égale ou supérieure à 10^4.</p>	A	<p>Deux sources de Krypton 85 d'une activité respective de 9,25 GBq</p> $Q = 18,5 \times 10^9 / 10^4 = 18,5 \times 10^5$
1172-3	<p>Stockage de substances dangereuses pour l'environnement - A - très toxiques pour les organismes aquatiques, telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de substances visées, nominativement ou par familles, par d'autres rubriques.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 20 tonnes, mais inférieure à 100 tonnes.</p>	D	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement est inférieure à 90 tonnes.

Rubrique	Désignation des activités	A ou D	Observations
1173-3	<p>Stockage de substances dangereuses pour l'environnement - B - toxiques pour les organismes aquatiques, telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de substances visées, nominativement ou par familles, par d'autres rubriques</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 tonnes, mais inférieure à 200 tonnes.</p>	D	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement est inférieure à 190 tonnes.
1432-2b	Dépôts aériens de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	D	Capacité équivalente totale inférieure à 100 m ³ .
1434-1b	<p>Liquides inflammables (<i>installation de remplissage ou de distribution</i>).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h.</p>	D	Un poste de dépotage de liquides inflammables.
1200-2-c)	Emploi ou stockage de comburants en quantité supérieure à 2 tonnes, mais inférieure à 100 tonnes.	D	<p>- Chlorite de soude en solution (25 à 34%) : 4 m³ + 5,5 m³ = ~10 m³, soit 10 tonnes.</p> <p>- CMC Finnix : 10 tonnes.</p> <p>Total : 20 tonnes.</p>
1414-3	Installation de remplissage de réservoirs de gaz inflammable liquéfié alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	D	Un poste de remplissage pour les engins de manutention.
2661-2-b)	<p>Découpage de matières plastiques.</p> <p>La quantité susceptible d'être traitée étant :</p> <p>Supérieure à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j.</p>	D	<p>Mise en œuvre de polyéthylène à l'atelier de changes et de colles synthétiques dans tous les ateliers :</p> <p>- polyéthylène : 10t/j.</p> <p>- colles : 2 t/j.</p> <p>Total : 12 t/j.</p>
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs.	D	22 postes de charge de batteries, la puissance de courant continu étant de 55 kW.

ARTICLE 2 :

En cas d'inobservations des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3

En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nancy est fixé à :

- deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

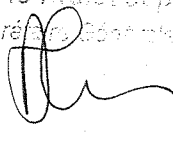
ARTICLE 4 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, l'inspecteur des installations classées et le Maire de Laval-sur-Vologne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Novacare et dont copie sera déposée à la Mairie de Laval-sur-Vologne et pourra y être consultée. De plus une autre copie de cet arrêté sera affichée à la Mairie de Laval-sur-Vologne pendant une durée minimum d'un mois et en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du Préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Epinal, le 14 JAN. 2004

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



Dominique CONCA